

Sur base de ces éléments, le médecin-conseil peut autoriser le remboursement. A cet effet, il délivre au bénéficiaire, pour chaque conditionnement autorisé, une attestation dont le modèle est fixé sous c de l'annexe III du présent arrêté et dont la durée de validité est limitée en fonction de la réglementation qui précède.

3° Le remboursement simultané des spécialités reprises sous 4° n'est jamais autorisé.

Il en est de même du remboursement simultané de ces spécialités et des spécialités DAKAR, LOGASTRIC, LOSEC, PANTOZOL ou ZURCALE, veut poursuivre le traitement avec l'autre, une nouvelle autorisation peut être accordée jusqu'à la fin de la période qui avait été initialement autorisée.

Si le médecin traitant, ayant instauré un traitement avec l'une des spécialités DAKAR, LOGASTRIC, LOSEC, PANTOZOL ou ZURCALE, veut poursuivre le traitement avec l'autre, une nouvelle autorisation peut être accordée jusqu'à la fin de la période qui avait été initialement autorisée.

4° Spécialités concernées :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegenwoordiging	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994	Intervention du bénéficiaire autre que celui visé par l'art. 37, § 2, loi 14.7.1994 — Aandeel van de rechthebbende andere dan deze beoogd bij art. 37, § 2, wet 14.7.1994
B-48	1304-047 0745-257 0745-257	PANTOZOL Byk compr. 28 x 40 mg * pr. compr. 1 x 40 mg ** pr. compr. 1 x 40 mg		2 205,— 74,32 64,07	250	375
B-48	1206-465 0745-265 0745-265	ZURCALE Exel Pharma compr. 28 x 40 mg * pr. compr. 1 x 40 mg ** pr. compr. 1 x 40 mg		2 205,— 74,32 64,07	250	375

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1997.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1997.

ALBERT

Par le Roi :  
La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Op grond van die gegevens kan de adviserend geneesheer de vergoeding toestaan. Daartoe reikt hij aan de rechthebbende, voor elke verpakking waarvoor toestemming is verleend, een attest uit waarvan het model is vastgelegd onder punt c van de bijlage III bij dit besluit en waarvan de geldigheidsduur beperkt is op grond van de reglementering die voorafgaat.

3° De gelijktijdige vergoeding van de onder 4° vermelde specialiteiten wordt nooit toegestaan.

Dat geldt ook voor de gelijktijdige vergoeding van die specialiteiten en van de specialiteiten DAKAR, LOGASTRIC, LOSEC, PANTOZOL of ZURCALE de behandeling met de andere wil voortzetten, mag een nieuwe toestemming worden verleend tot het einde van de aanvankelijk toegestane periode.

Als de behandelend geneesheer die een behandeling is begonnen met een van de specialiteiten DAKAR, LOGASTRIC, LOSEC, PANTOZOL of ZURCALE de behandeling met de andere wil voortzetten, mag een nieuwe toestemming worden verleend tot het einde van de aanvankelijk toegestane periode.

4° Betrokken specialiteiten :

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1997.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 februari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 382

IC - 97/22060

Arrêté royal portant des mesures en vue d'assurer la viabilité des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré en application des articles 18 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

Vu les espérances de vie plus élevées, le régime de la capitalisation légale a besoin de plus de réserves pour pouvoir continuer à satisfaire à ses obligations à l'avenir.

L'actuelle table de mortalité en vigueur pour le régime de la capitalisation légale est celle de 1948-1954 de la Caisse nationale des pensions pour employés (article 12 de l'arrêté royal du 13 septembre 1971 portant exécution du chapitre premier de la loi du 28 mai 1971).

N. 97 — 382

IC - 97/22060

Koninklijk besluit houdende maatregelen tot het verzekeren van de financiële leefbaarheid van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van de ouderdom en vroegtijdige dood in toepassing van de artikelen 18 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het wettelijk kapitalisatiestelsel heeft gelet op de hogere levensverwachtingen meer reserves nodig om ook in de toekomst aan zijn verplichtingen te kunnen blijven voldoen.

De actueel geldende sterftetafel voor het wettelijk kapitalisatiestelsel is die van 1948-1954 van de Nationale kas voor Bediendpensioenen (artikel 12 van het koninklijk besluit van 13 september 1971, houdende uitvoering van hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971).

Pour tenir compte des actuelles espérances de vie on a recalculé les réserves mathématiques sur la base des tables de mortalité MR, MK (pour les hommes) et FR (pour les femmes) telles qu'elles sont définies en annexe 1 de l'A.R. du 17 décembre 1992 relatif à l'activité en matière d'assurance-vie. Le taux d'intérêt technique de 4% est resté inchangé.

La réserve mathématique ainsi obtenue pour les hommes est la valeur au comptant d'une rente de vieillesse prenant cours immédiatement (table MR) augmentée de la valeur au comptant d'un capital-décès (mortalité selon la table MK) qui permet de constituer une rente survie (table FR) de 40% de la rente de vieillesse.

Pour les femmes, la réserve mathématique représente la valeur au comptant d'une rente de vieillesse prenant cours immédiatement (table FR).

Les valeurs ainsi obtenues des réserves mathématiques calculées selon les récentes tables de mortalité ont été comparées avec les anciennes réserves mathématiques. En outre, on avait déjà tenu compte, pour les anciennes réserves mathématiques dans l'annexe, des coefficients de réduction pour cause d'anticipation de la rente (ancienne échelle 1).

Sur cette base, on a déterminé la proportion entre les anciennes et les nouvelles valeurs des réserves mathématiques. Cette proportion fixe le taux de couverture qui représente les contre-valeurs des anciennes réserves mathématiques par rapport aux nouvelles réserves mathématiques. Ces dernières sont l'expression de la valeur au comptant des futures prestations.

En multipliant la rente calculée selon l'ancienne table de mortalité par ces proportions en fonction du sexe et de l'âge à la date de prise de cours de la rente, on garantit la mise en paiement de cette rente à la lumière des espérances de vie accrues.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et les très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Santé Publique et des Pensions,  
M. COLLA

La Ministre des Affaires Sociales,  
Mme M. DE GALAN

[C - 97/22060]

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 15 janvier 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures en vue d'assurer la viabilité des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré en application des articles 15, 6°, et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et des articles 2, § 1<sup>er</sup>, et 3, § 1<sup>er</sup>, 4°, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire Européenne", a donné le 20 janvier 1997 l'avis suivant:

Conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation est la suivante:

« De la haute importance de la mesure est motivée par le fait que ce projet de décret est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et que son caractère urgent est évident en raison de la nécessité de prendre des mesures urgentes pour garantir la viabilité des régimes de capitalisation de la sécurité sociale. »

Conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la motivation figurant dans la demande doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté en projet. En l'occurrence, tel n'est pas le cas, puisque la motivation figurant au huitième alinéa du préambule ne correspond pas en tous points à celle mentionnée dans la demande d'avis. Il conviendrait, dès lors, de reproduire cette dernière motivation dans le préambule.

Bien que le Conseil d'Etat, section de législation, ne dispose pas de tous les éléments voulus pour apprécier avec précision la motivation citée, il estime néanmoins devoir souligner qu'au cas où il est fait application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'adéquation de la motivation à reproduire dans le préambule pourra être vérifiée ensuite, tant par le Conseil d'Etat, section d'administration, que par les juridictions ordinaires.

Om rekening te houden met de huidige levensverwachtingen werden de wiskundige reserves herberekend op basis van de sterftetafels MR, MK (voor de mannen) en FR (voor de vrouwen) zoals ze gedefinieerd zijn in bijlage 1 van het K.B. van 17 december 1992 betreffende de levensverzekeringsactiviteit. De technische rentevoet van 4 procent werd ongewijzigd gelaten.

De zo verkregen wiskundige reserve voor de mannen is de contante waarde van een dadelijk ingaande ouderdomsrente (tafel MR) verhoogd met de contante waarde van een overlijdenskapitaal (sterfte volgens tafel MK) dat toelaat een overlevingsrente te vestigen (tafel FR) van 40 procent van de ouderdomsrente.

Voor de vrouwen vertegenwoordigt de wiskundige reserve de contante waarde van een dadelijk ingaande ouderdomsrente (tafel FR).

De aldus bekomen waarden van de wiskundige reserves berekend volgens de recente sterftetafels werden vergeleken met de oude wiskundige reserves. Tevens werd voor de oude wiskundige reserves in de bijlage reeds rekening gehouden met de verminderingcoëfficiënten wegens vervroeging van de rente (oude schaal A).

Op basis hiervan werd de verhouding bepaald tussen de oude en de nieuwe waarden van de wiskundige reserves. Deze verhouding stelt de dekkingsgraad vast die de tegenwaarden van de oude wiskundige reserves vertegenwoordigen ten opzichte van de nieuwe wiskundige reserves. Deze laatste zijn de uitdrukking van de contante waarde van de toekomstige prestaties.

Door de rente berekend volgens de oude sterftetafel te vermenigvuldigen met deze verhoudingen in functie van geslacht en leeftijd op de ingangsdatum van de rente, wordt de betaalbaarheid van die rente gewaarborgd in het licht van de toegenomen levensverwachtingen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire  
van Uwe Majesteit  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

[C - 97/22060]

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 15 januari 1997 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende maatregelen tot het verzekeren van de financiële leefbaarheid van de kapitalisatiestelsels ingebracht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van de ouderdom en vroegtijdige dood in toepassing van de artikelen 15, 6°, en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 4°, en § 2 van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie", heeft op 20 januari 1997 het volgende advies gegeven:

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering als volgt:

« De hoogdringendheid wordt gemotiveerd door het feit dat dit besluit in werking treedt op 1 juli 1997 en dat het onontbeerlijk is om zo spoedig mogelijk de nodige schikkingen te kunnen treffen om in de uitvoering ervan te voorzien. »

De motivering die in de aanvraag wordt opgegeven moet overeenkomstig het bepaalde in artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, worden overgenomen in de aanhef van het besluit in ontwerp. In het voorliggend geval is dat niet gebeurd, vermits de motivering welke in het achtste lid van de aanhef voorkomt niet volledig overeenstemt met die vermeld in de adviesaanvraag. Deze laatste zal derhalve in de aanhef moeten worden overgenomen.

Alhoewel de Raad van State, afdeling wetgeving, niet over alle nodige gegevens beschikt om zich een nauwkeurig oordeel te vormen omtrent de aangehaalde motivering, meent hij er niettemin op te moeten wijzen dat, ingeval toepassing wordt gemaakt van het bepaalde in artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de in de aanhef op te nemen motivering naderhand op haar deugdelijkheid zal kunnen worden getoetst door zowel de Raad van State, afdeling administratie, als de justitiële rechter.

## Examen du texte

1. En application de l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifié par la loi du 4 août 1996, la section de législation s'est essentiellement limitée à "l'examen du fondement juridique, de la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites".

Cet examen requiert de faire les observations suivantes.

2. Comme fondement legal des règles en projet, le préambule vise, d'une part, les articles 15, 6°, et 49, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions, et d'autre part, les articles 2, § 1er et 3, § 1er, 4° et § 2, de la loi du 28 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

La mesure contenue au projet et relative à la fixation du montant des rentes payées pour la première fois et au plus tôt à partir du 1er juillet 1997 paraît revêtir un caractère essentiellement structurel et avoir pour but de contribuer à la viabilité du système légal de capitalisation, plutôt que de tendre à la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. Le deuxième alinéa du préambule, qui vise des dispositions de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, peut dès lors être omis.

En outre, en ce qui concerne la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, visée au premier alinéa du préambule, il est indiqué de remplacer la référence à l'article 15, 6°, de cette loi par une référence à l'article 18 de la même loi (1). Compte tenu de la portée de la modification que le projet vise à apporter à la loi du 28 mai 1971, l'article 18 de la loi du 26 juillet 1996, mentionnée au premier alinéa du préambule, paraît, en effet, procurer un fondement légal plus spécifique et, partant, mieux approprié pour le projet. Cette disposition est formulée comme suit :

« Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ! prendre toutes les mesures utiles afin de restructurer et de rationaliser le système légal de capitalisation prévu par la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse ou du décès prématuré ».

3. Les septième, huitième et neuvième alinéas du préambule peuvent être fusionnés en deux alinéas, à rédiger comme suit :

« Vu l'urgence motivée par la circonstance que ... (reproduire littéralement la motivation particulière figurant dans la demande d'avis transmise au Conseil d'Etat);

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 janvier 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; ».

4. A l'article 9bis, alinéa 1er, en projet (2), de la loi du 28 mai 1971, il existe une discordance entre le texte français et le texte néerlandais. Selon le texte français, il s'agit de rentes "payées pour la première fois et au plus tôt à partir du 1er juillet 1997", tandis que le texte néerlandais mentionne des rentes "die voor het eerst uitbetaald worden van 1 juli 1997 af". Compte tenu de la précision fournie sur ce point par le délégué du gouvernement, il est permis de considérer que le texte français reflète mieux l'intention de l'auteur du projet. Il serait donc préférable d'écrire, dans le texte néerlandais de l'article 9bis, alinéa 1er, en projet, "... wordt het bedrag van de renten die voor het eerst en op zijn vroegst vanaf 1 juli 1997 worden uitbetaald ... ».

(1) L'article 15, 6°, de la loi concernée du 26 juillet 1996 habilite le Roi à prendre, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, toutes les mesures utiles, adaptées à chaque régime, afin "d'apporter des modifications aux techniques de financement, en particulier la réglementation concernant la retenue de solidarité".

(2) Le projet ne fait pas un usage judicieux des guillemets, de sorte que l'on pourrait avoir l'impression que l'article 9bis, à insérer dans la loi du 28 mai 1971, ne comporte qu'un seul alinéa.

## Onderzoek van de tekst

1. Met toepassing van het bepaalde in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, heeft de afdeling wetgeving zich in hoofdzaak beperkt tot "het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan".

Dat onderzoek noopt tot het maken van de volgende opmerkingen.

2. Als rechtsgrond voor de ontworpen regeling wordt in de aanhef verwezen naar, eensdeels, de artikelen 15, 6°, en 49, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en, anderdeels, de artikelen 2, § 1 en 3, § 1, 4° en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

De in het ontwerp vervatte maatregel met betrekking tot de vaststelling van het bedrag van de renten welke ten vroegste vanaf 1 juli 1997 voor het eerst worden uitgekeerd, lijkt in de eerste plaats structureel van aard te zijn en tot de leefbaarheid van het wettelijk kapitalisatiestelsel te willen bijdragen, eerder dan de toetreding van België tot de Europese Economische en Monetaire Unie te beogen. Het tweede lid van de aanhef, waarin wordt gerefereerd aan bepalingen van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, kan dan ook worden weggelaten.

Wat daarenboven de in het eerste lid van de aanhef vermelde wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, betreft, is het aangewezen om de verwijzing naar artikel 15, 6°, van die wet te vervangen door de verwijzing naar artikel 18 van dezelfde wet (1). Gelet op de draagwijdte van de wijziging welke het ontwerp beoogt aan te brengen in de wet van 28 mei 1971 lijkt immers artikel 18 van de in het eerste lid van de aanhef vermelde wet van 26 juli 1996 een meer specifieke en derhalve meer passende rechtsgrond voor het ontwerp uit te maken. Die bepaling luidt als volgt :

« De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen nemen teneinde het wettelijk kapitalisatiestelsel, bedoeld in de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, te herstructureren en te rationaliseren ».

3. Het zevende, achtste en negende lid van de aanhef kunnen in twee leden worden samengebracht, te redigeren als volgt :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat ... (letterlijk overnemen van de motivering die is opgenomen in de adviesaanvraag);

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 20 januari 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; ».

4. In het ontworpen artikel 9bis, eerste lid (2), van de wet van 28 mei 1971, is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst. Waar het blijkens de eerste gaat om de renten "die voor het eerst uitbetaald worden van 1 juli 1997 af", heeft de Franse tekst het over renten "payées pour la première fois et au plus tôt à partir du 1er juillet 1997". Rekening houdend met de verduidelijking welke op dat punt door de gemachtigde van de regering werd gegeven, mag ervan worden uitgegaan dat de Franse tekst meer aansluit bij de bedoeling van de steller van het ontwerp. Derhalve wordt in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 9bis, eerste lid, beter geschreven "... wordt het bedrag van de renten die voor het eerst en op zijn vroegst vanaf 1 juli 1997 worden uitbetaald .... ».

(1) Artikel 15, 6°, van de betrokken wet van 26 juli 1996, maakt de Koning bevoegd om inzake de wettelijke pensioenen, bij een in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen te nemen, aangepast aan elk stelsel, teneinde "wijzigingen aan te brengen aan de financieringstechnieken, inzonderheid aan de regelgeving inzake de solidariteitsinhouding".

(2) In het ontwerp wordt geen oordeelkundig gebruik gemaakt van de aanhalingstekens, zodat de indruk zou kunnen worden gewekt dat het in de wet van 28 mei 1971 in te voegen artikel 9bis uit slechts één enkel lid bestaat.

Toujours en ce qui concerne l'article 9bis, alinéa 1er, en projet, il conviendrait de tenir compte du fait que la disposition concernée sera insérée dans la loi du 28 mai 1971, de sorte qu'elle ne peut pas, in fine, viser les "barèmes annexés au présent arrêté", mais qu'il y a lieu de viser les "barèmes annexés à la présente loi". Dans l'intitulé de l'annexe à l'arrêté en projet, il serait d'ailleurs préférable de mentionner expressément qu'il s'agit de barèmes qui figureront également en annexe à la loi du 28 mai 1971.

5. Selon l'article 2 du projet, l'arrêté entrera en vigueur "le jour de sa publication au *Moniteur belge*". Cette disposition ne peut être maintenue inchangée au projet que si la motivation mentionnée tant dans la demande d'avis que dans le préambule du projet, et qui fait également mention de l'"entrée en vigueur" au 1<sup>er</sup> juillet 1997, est interprétée en ce sens que l'intention est de ne faire application des règles en projet qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997.

La chambre était composée de :

MM. :

J. De Brabandere, président de chambre;  
M. Van Damme et D. Albrecht, conseillers d'Etat;  
Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Albrecht.

Le rapport a été rédigé par M. W. Van Vaerenbergh, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Sourbron, référendaire adjoint.

Le greffier,  
A. Beckers.

Le président,  
J. De Brabandere.

[C - 97/22060]

7 FEVRIER 1997. — Arrêté royal portant des mesures en vue d'assurer la viabilité des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré en application des articles 18 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment les articles 18 et 49;

Vu la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national des pensions, donné le 16 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 décembre 1996 ;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 janvier;

Vu l'urgence motivée par le fait que cet arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et qu'il est indispensable de prendre les dispositions nécessaires pour en prévoir son exécution le plus rapidement possible;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 20 janvier 1997, en application de l'art. 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé Publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires Sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibérés en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématurés :

« Art. 9bis. Après fixation du montant des rentes selon les dispositions en vigueur, le montant des rentes payées pour la première fois et au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997 est déterminé conformément aux barèmes annexés à la présente loi.

Nog wat het ontworpen artikel 9bis, eerste lid, betreft, dient men er rekening mee te houden dat de betrokken bepaling zal worden ingevoegd in de wet van 28 mei 1971, zodat in fine ervan niet kan worden verwezen naar "de bij dit besluit gevoegde schalen", maar wel naar "de bij deze wet gevoegde schalen". In het opschrift van de bijlage bij het besluit in ontwerp wordt trouwens beter uitdrukkelijk vermeld dat het om schalen gaat die tevens als bijlage bij de wet van 28 mei 1971 zullen worden gevoegd.

5. Naar luid van artikel 2 van het ontwerp zal het besluit in werking treden "de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt". Deze bepaling kan enkel ongewijzigd in het ontwerp worden behouden indien de motivering welke wordt vermeld in zowel de adviesaanvraag, als de aanhef van het ontwerp en waarin telkens sprake is van de "inwerkingtreding" op 1 juli 1997, aldus wordt begrepen dat het in de bedoeling ligt om pas vanaf 1 juli 1997 van de ontworpen regeling toepassing te maken.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J. De Brabandere, kamervoorzitter;  
M. Van Damme en D. Albrecht, staatsraden;  
Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Albrecht, kamervoorzitter.

Het verslag werd opgesteld door de heer W. Van Vaerenbergh, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Sourbron, adjunct-referendaris.

De griffier,  
A. Beckers.

De voorzitter,  
J. De Brabandere.

[C - 97/22060]

7 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit houdende maatregelen tot het verzekeren van de financiële leefbaarheid van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van de ouderdom en vroegtijdige dood in toepassing van de artikelen 18 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op de artikelen 18 en 49;

Gelet op de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen, gegeven op 16 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 december 1996 ;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 9 januari 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit in werking treedt op 1 juli 1997 en dat het onontbeerlijk is om zo spoedig mogelijk de nodige schikkingen te kunnen treffen om in de uitvoering ervan te kunnen voorzien;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 20 januari 1997, met toepassing van art. 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een artikel 9bis, luidend als volgt, wordt in de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, ingevoegd :

« Art. 9bis. Nadat het bedrag van de renten volgens de geldende bepalingen werd vastgesteld wordt het bedrag van de renten die voor het eerst en ten vroegste van 1 juli 1997 af worden uitbetaald, aangepast volgens de bij deze wet gevoegde schalen.

La différence entre les deux montants est attribuée aux réserves mathématiques de l'office national des pensions".

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 février 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Het verschil tussen de beide bedragen wordt toegewezen aan de wiskundige reserves bij de Rijksdienst voor pensioenen".

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 februari 1997.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

Annexe qui sera également joint à la loi du 28 mai 1971

Barèmes pour l'adaptation de la rente à payer à la durée de vie plus élevée.

I. Hommes

Age	ancienne valeur	nouvelle valeur	proportion
55	14,4189	22,10147	65,24%
56	14,0966	21,71739	64,91%
57	13,7716	21,32222	64,59%
58	13,4443	20,91584	64,28%
59	13,1142	20,49817	63,98%
60	12,7814	20,06922	63,69%
61	12,4223	19,62894	63,29%
62	12,0622	19,17740	62,90%
63	11,7016	18,71469	62,63%
64	11,3409	18,24098	62,17%
65 et plus	10,9809	17,75649	61,84%

II. Femmes et veuves

Age	ancienne valeur	nouvelle valeur	proportion
55 et moins	15,0577	17,71855	84,97%
56	14,7022	17,42557	84,37%
57	14,3426	17,12495	83,75%
58	13,9772	16,81676	83,11%
59	13,6066	16,50107	82,46%
60	13,2313	16,17800	81,79%
61	12,8525	15,84771	81,10%
62	12,4696	15,51038	80,40%
63	12,0838	15,18623	79,68%
64	11,6958	14,81559	78,94%
65 et plus	11,5063	14,45857	78,20%

Vu pour être joint à Notre arrêté du 7 février 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Bijlage die tevens als bijlage bij de wet van 28 mei 1971 zal gevoegd worden

Schalen voor het aanpassen van de tuit te betalen rente aan de langere levensduur.

I. Mannen

Leeftijd	oude waarde	nieuwe waarde	verhouding
55	14,4189	22,10147	65,24%
56	14,0966	21,71739	64,91%
57	13,7716	21,32222	64,59%
58	13,4443	20,91584	64,28%
59	13,1142	20,49817	63,98%
60	12,7814	20,06922	63,69%
61	12,4223	19,62894	63,29%
62	12,0622	19,17740	62,90%
63	11,7016	18,71469	62,63%
64	11,3409	18,24098	62,17%
65 en hoger	10,9809	17,75649	61,84%

II. Vrouwen en weduwen

Leeftijd	oude waarde	nieuwe waarde	verhouding
55 en lager	15,0577	17,71855	84,97%
56	14,7022	17,42557	84,37%
57	14,3426	17,12495	83,75%
58	13,9772	16,81676	83,11%
59	13,6066	16,50107	82,46%
60	13,2313	16,17800	81,79%
61	12,8525	15,84771	81,10%
62	12,4696	15,51038	80,40%
63	12,0838	15,18623	79,68%
64	11,6958	14,81559	78,94%
65 en hoger	11,5063	14,45857	78,20%

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 februari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 383

[C - 97/163]

30 JANVIER 1997. — Arrêté royal relatif à la semaine volontaire de quatre jours pour certains membres du personnel civil de la gendarmerie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, notamment les articles 2, alinéa 2 et 6;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 6 février 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 septembre 1996;

Vu le protocole n° 66/1 du 18 décembre 1996 du Comité de Secteur I (Administration générale);

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le droit à la semaine volontaire de quatre jours doit être octroyé sans délai à certains membres du personnel civil de la gendarmerie;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 383

[C - 97/163]

30 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de vrijwillige vierdagenweek voor sommige leden van het burgerlijk personeel van de rijkswacht

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, inzonderheid op de artikelen 2, tweede lid en 6;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 6 februari 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 12 september 1996;

Gelet op het protocol nr. 66/1 van 18 december 1996 van het Sectorcomité I (Algemeen Bestuur);

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het recht op de vrijwillige vierdagenweek zonder verwijl moet kunnen worden toegekend aan sommige leden van het burgerlijk personeel van de rijkswacht;